

**Reply to the Speech from the Throne
by Mr. Brian Gallant,
Leader of the Official Opposition**

**November 22, 2018
Unofficial Excerpt from
the *Journal of Debates* (Hansard)**

**Réponse au discours du trône par
M. Brian Gallant,
chef de l'opposition officielle**

**le 22 novembre 2018
Extrait officieux
du *Journal des débats* (hansard)**

005

11:03

Mr. Gallant, resuming the adjourned debate on the motion on the address in reply to the speech from the throne, spoke as follows: Over the last few weeks, I have been reflecting a lot on my time as Premier. There are things that I am very proud of that we were able to accomplish as a government, but there are things that I could have done better. I mentioned some of those things over the last few weeks, and I want to, yet again, indicate to New Brunswickers that I will work very hard to learn from my mistakes moving forward.

J'enjoins au premier ministre de tirer lui aussi les leçons de ses erreurs. En tant que ministre des Finances, il a sabré les services gouvernementaux, parce qu'il voulait équilibrer le budget. Nous sommes tous et toutes d'accord qu'il faut équilibrer les finances. Toutefois, il n'y est jamais arrivé ; en fait, il a raté ses cibles année après année. Ses compressions ont provoqué un repli économique, ce qui a entraîné une réduction des recettes du gouvernement et ce qui a fait en sorte qu'il n'a pas atteint ses objectifs financiers. À son crédit, je dois dire qu'il a su contrôler les dépenses et qu'il a atteint ses objectifs à cet égard chaque année. Ce qu'il ne pouvait pas ou ne voulait pas savoir, c'est que ses compressions provoqueraient le repli économique. En fait, il faisait un pas en avant du côté des dépenses, mais il faisait ensuite deux pas en arrière du côté des recettes.

J'exhorte donc le premier ministre à ne pas revenir à son approche précédente, à tirer les leçons des échecs de ses quatre budgets en tant que ministre des Finances et à faire mieux en tant que premier ministre. L'austérité ne fonctionnera pas. Je l'encourage à concentrer ses efforts ailleurs, à savoir

[Translation / Traduction]

005

11:03

M. Gallant reprend le débat ajourné sur la motion d'adresse en réponse au discours du trône, en ces termes : Au cours des dernières semaines, j'ai beaucoup réfléchi à mon temps en tant que premier ministre. Il y a des choses que je suis très fier que nous avons pu réaliser à titre de gouvernement, mais il y a des choses que j'aurais pu faire mieux. J'ai mentionné certaines de ces choses au cours des dernières semaines, et, encore une fois, je veux de nouveau indiquer aux gens du Nouveau-Brunswick que je travaillerai très fort dans l'avenir pour tirer des leçons de mes erreurs.

I also the Premier to also learn from his mistakes. As Minister of Finance, he cut back government services because he wanted to balance the budget; we all agree that the books should be balanced. However, he never managed to do so; in fact, he missed his targets year after year. His cutbacks caused an economic downturn, resulting in reduced government revenue and a failure to meet his financial objectives. To his credit, I must say that he did manage to control expenditures and that he did reach his objectives in that area each year. What he could not or did want to know is that his cutbacks would cause an economic downturn. In fact, he took one step forward on the expenditure side but then two steps backward on the revenue side.

I therefore urge the Premier not to resume his earlier approach, to learn from the failures of his four budgets as Minister of Finance and to do better as Premier. Austerity will not work. I encourage the Premier to focus his efforts elsewhere—on the people, now and in the future, in this province.

sur les gens, présents et futurs, de cette province.

The real remedy to our challenges as a province is not cutting services but investing in our people. We need people—to live here, to work here, and to study here. To keep our people here and contributing to our economy, we need to invest in education.

Nous voulons tous une économie qui produit des possibilités, mais nous voulons aussi une économie plus équitable. L'éducation est donc la clé.

Education is the best economic investment and the best social equalizer.

De plus, il faut investir afin d'améliorer les temps d'attente dans notre système de soins de santé.

We need our families to be healthy if we want to have a healthy economy.

De plus, il faut faire croître notre économie de façon à protéger l'environnement. Et, bien sûr — toutes les études le démontrent —, si nous voulons avoir une économie forte et plus équitable, il faut faire avancer l'égalité pour les femmes.

006

11:10

Mr. Speaker, there are some things within the speech from the throne laid out by the government that we agree with, but there are also some things that we have concerns with. We were pleased to see a commitment to balance the budget by 2020. Rigorous work has been done during the last four years to right the finances of the province, and we have seen results. Indeed, we, as a government, reduced the deficit by more than half, to the point where we, with our balanced books, had the first surplus in more than a decade.

Mr. Speaker, we were able to reduce the deficit by more than half, to the point where we had a budget surplus, all the while investing more in education, all the while investing more in health care, and all the while growing the economy. We therefore suggest to this government that it not prioritize the bottom line over much-needed investments in education, health care, and support for our seniors and for economic growth.

La véritable solution à nos défis en tant que province n'est pas de réduire les services, mais c'est d'investir dans nos gens. Nous avons besoin des gens ; nous avons besoin qu'ils vivent ici, travaillent ici et fassent des études ici. Pour garder nos gens ici et contribuer à notre économie, nous devons investir dans l'éducation.

We all want an economy that generates opportunities, but we also want a fairer economy. Education is therefore the key.

L'éducation est le meilleur investissement économique et le meilleur égalisateur social.

Also, investments are needed to improve wait times in our health care system.

Il faut que nos familles soient en santé si nous voulons une économie en santé.

Also, we need to grow our economy in a way that protects the environment. And, of course—all studies show this—if we want a stronger and fairer economy, it is necessary to advance women's equality.

006

11:10

Monsieur le président, il y a dans le discours du trône présenté par le gouvernement des choses dont nous convenons, mais il y a aussi des choses qui nous préoccupent. Nous avons été contents de voir un engagement d'équilibrer le budget d'ici 2020. Un travail rigoureux a été mené au cours des quatre dernières années pour redresser les finances de la province, et nous avons vu les résultats. En effet, en tant que gouvernement, nous avons réduit de plus de moitié le déficit, au point que nos comptes équilibrés nous ont permis d'enregistrer le premier excédent depuis plus d'une décennie.

Monsieur le président, nous avons réussi à réduire de plus de moitié le déficit, au point que nous avons enregistré un excédent budgétaire tout en investissant plus dans l'éducation, tout en investissant plus dans les soins de santé et tout en faisant croître l'économie. Nous suggérons donc au gouvernement actuel de ne pas accorder la priorité aux résultats financiers au détriment d'investissements grandement nécessaires dans l'éducation, les soins de santé, le soutien de nos personnes âgées et la croissance

Nous sommes déçus que le nouveau gouvernement ait choisi de ne pas nommer un ministre qui soit uniquement responsable du dossier des personnes âgées et des soins de longue durée. Néanmoins, nous sommes heureux de constater, suite à la lecture du discours du trône, que le gouvernement fera un examen des salaires et des conditions de travail du personnel qui s'occupe des soins à domicile, du soutien et des soins de relève pour les familles ainsi qu'un examen des économies à long terme résultant des investissements dans le secteur des soins à domicile.

We support these initiatives, and we look forward to working with a new government on making them a reality.

Mr. Speaker, we all understand the importance of health care to the families and communities of our province. When loved ones, family members or friends, are sick or injured, nothing else matters other than making sure that they get the health care they need and deserve in a timely fashion. A few weeks ago, the Premier made the irresponsible promise to fix the ambulance and paramedic shortage challenges within a week. Now, he is backtracking and has changed his tune. We saw this yesterday when he said that there “may be” a shortage of paramedics.

This week, the leaders of the Alliance-Conservative government made an announcement that falls far short of fixing the problem. I do want to give credit where it is due, however. The Premier did commit to continuing to work on the solutions outlined in the green paper that our government prepared and tabled in this House last month. That is where the solutions that will truly fix the system will be found, and we are prepared to work on the solutions with this government.

L'un des rôles essentiels du gouvernement est de protéger les droits de tous les citoyens et citoyennes. Pour les protéger, il faut savoir quels sont ces droits. C'est pourquoi, dans le dossier d'Ambulance Nouveau-Brunswick, nous avons déposé une requête en révision judiciaire. Dans l'affaire *Sonier*, la Cour du Banc de la Reine a indiqué les obligations du gouvernement en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés* et en vertu de la *Loi sur les langues*

économique.

We are disappointed that the new government chose not to appoint a minister specifically responsible for the seniors and long-term care file. Nonetheless, we are happy to note, upon reading the throne speech, that the government will review the wages and working conditions of home care workers, support and respite care for families, and long-term savings from investments in the home care sector.

Nous appuyons de telles initiatives, et nous avons hâte de travailler avec un nouveau gouvernement pour les réaliser.

Monsieur le président, nous comprenons tous l'importance des soins de santé pour les familles et les collectivités dans notre province. Lorsque nos êtres chers, les membres de notre famille ou des amis, sont malades ou blessés, rien n'importe plus que de nous assurer qu'ils obtiennent de façon opportune les soins de santé dont ils ont besoin et qu'ils méritent. Il y a quelques semaines, le premier ministre a fait la promesse irresponsable de régler en une semaine les défis liés aux ambulances et à la pénurie de travailleurs paramédicaux. Maintenant, il fait marche arrière et s'est ravisé. Nous avons vu cela hier, lorsqu'il a dit qu'il pourrait y avoir une pénurie de travailleurs médicaux.

Cette semaine, les chefs du gouvernement allianciste-conservateur ont fait une annonce qui est loin de régler le problème. Toutefois, je veux rendre hommage à ceux qui le méritent. Le premier ministre s'est engagé à poursuivre le travail sur les solutions énoncées dans le livre vert que notre gouvernement a préparé et a déposé le mois dernier à la Chambre. Voilà où se trouveront les solutions qui corrigeront vraiment le système, et nous sommes prêts à travailler aux solutions avec le gouvernement actuel.

One of the crucial roles of government is to protect the rights of all citizens. Protecting these rights requires knowing what those rights are. That is why, in the Ambulance New Brunswick case, we filed an application for judicial review. In the *Sonier* case, the Court of Queen's Bench outlined the government obligations under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and the *Official Languages Act*. The adjudicator stated that, in his opinion, the government

officielles. L'arbitre a affirmé que, selon lui, le gouvernement n'a pas toutes les obligations indiquées dans l'affaire *Sonier*. Il est impératif qu'un gouvernement respecte les droits des citoyens et citoyennes, et, pour ce faire, il doit comprendre les obligations découlant de ces droits.

Le Cabinet du procureur général nous avait donné un avis juridique en tant que gouvernement. Cet avis était que les conclusions de l'affaire *Sonier* étaient exactes et que les conclusions de l'arbitre étaient inexactes. Compte tenu de tout cela, nous implorons le gouvernement de poursuivre la requête en révision judiciaire afin de déterminer ce qu'il doit faire pour respecter les droits de ses citoyennes et citoyens.

Nous tenons à remercier le gouvernement de poursuivre le travail que nous avons entrepris pour réduire les temps d'attente pour les chirurgies de remplacement de la hanche et du genou. Je cite un extrait d'un communiqué de presse de notre gouvernement daté du 12 février 2018 :

« Les remplacements de la hanche et du genou représentent la grande majorité des chirurgies orthopédiques assorties d'une longue attente. Réduire le nombre de personnes qui attendent de longues périodes de temps permettra d'améliorer la qualité de vie des personnes qui ont besoin d'une telle chirurgie. Cela nous permettra aussi d'éviter des coûts supplémentaires en matière de soins de santé en veillant à ce que davantage de chirurgies se fassent en temps opportun, ce qui réduira les chances de voir leur état de santé décliner. »

C'était une bonne politique en février, lorsque le premier ministre actuel a voté contre cette dernière. Il a qualifié cela de dépense électorale. Cela demeure une bonne politique aujourd'hui, et c'est sans réserve que nous l'appuyons.

007

11:15

Nous sommes aussi heureux de constater un engagement envers les cliniques de santé communautaires, dans la mesure où l'idée est d'ajouter des cliniques et non pas de transformer les hôpitaux ruraux existants en cliniques.

All parties want the same thing. We may call it something different—treatment centres, quick-care centres, or nonurgent care centres—but all parties are aimed at helping people to get treatment faster and at unclogging the medical system. We on this side of

does not have all the obligations outlined in the *Sonier* case. It is imperative that a government respect citizens' rights, and, to do so, it must understand the obligations stemming from those rights.

The Office of the Attorney General gave us a legal opinion, as government. This opinion was that the findings in the *Sonier* case were accurate and that the adjudicator's findings were inaccurate. In light of all that, we urge the government to continue the application for judicial review in order to determine what it must do to respect the rights of its citizens.

We want to thank the government for continuing the work that we undertook to reduce wait times for hip and knee joint replacement surgery. I quote from a news release by our government on February 12, 2018:

“Hip and knee joint replacements represent the vast majority of the long-waiting orthopedic surgeries. Reducing the number of people waiting long periods will improve the quality of life of those needing this surgery. It will also avoid added health-care costs by ensuring more timely surgeries, which in turn will reduce the chances of their health deteriorating.”

That was a sound policy in February, when the current Premier voted against it. He called it election spending. The policy remains a sound one today, and it has our full support.

007

11:15

We are also happy to note a commitment to community health clinics, as long it involves adding clinics, not turning existing rural hospitals into clinics.

Tous les partis veulent la même chose. Nous pouvons appeler cela différemment — des centres de traitement, des centres d'accès rapide aux traitements ou des centres de soins non urgents —, mais tous les partis visent à aider les gens à obtenir des traitements

the floor are pleased to offer to the government any assistance that we can toward making this a reality.

Nous avons d'autres préoccupations concernant le programme exposé dans le discours du trône.

We are very concerned that there was no indication in the speech from the throne to continue the programs that provide free child care and financial support to the middle class for child care.

Notre gouvernement libéral avait lancé un programme offrant des services de garderie gratuits aux familles dans le besoin et un programme de services de garderie subventionnés aux familles de la classe moyenne. Grâce à ces deux programmes, aucune famille n'allait consacrer plus de 20 % de son revenu à des services de garderie. Ces programmes ont été déployés dans les régions de Saint John, d'Edmundston et du Grand Moncton, et le budget était en place pour que le reste de la province soit admissible à ces programmes d'ici le 31 mars 2019.

These programs will help low-income and middle-class families with child care costs, and they will be transformational for our economy, for fighting poverty, and for the health of our families. We are now even more concerned after the Premier's comments in question period yesterday, when he said he would make a decision during the budget process on this matter that is important to the families of our province. Again, the budget is in place for these child care programs to be rolled out to all regions of the province by the end of March 2019. We therefore urge the Conservatives to continue to roll out the program, which offers free child care to families that are struggling to get ahead and financial support to the middle class to help with the cost of child care.

As a government, we invested to help the middle class with the cost of tuition through the Tuition Relief for the Middle Class program. Also, we invested to provide free tuition for those who need the most support, and that allowed over 6 200 New Brunswickers in the last year alone to study at a New Brunswick university or college for free.

plus rapidement et à désengorger le système de soins médicaux. De ce côté-ci du parquet, nous sommes contents d'offrir au gouvernement toute aide que nous pouvons pour que cela devienne une réalité.

We have other concerns about the agenda outlined in the throne speech.

Nous sommes très préoccupés que le discours du trône ne mentionne pas la poursuite de programmes fournissant des services de garderie gratuits et un soutien financier à la classe moyenne pour les services de garderie.

Our Liberal government initiated a free child care program for families in need and a subsidized child care program for middle-class families. Thanks to those two programs, no family would spend over 20% of its income on child care. These programs were implemented in the Saint John and Edmundston areas and in Greater Moncton, and the budget was in place to roll out these programs to the rest of the province by March 31, 2019.

Les programmes en question aideront les familles à faible revenu et de la classe moyenne en matière de frais de services de garderie, et ils seront transformationnels pour notre économie, pour la lutte contre la pauvreté et pour la santé de nos familles. Nous sommes maintenant encore plus préoccupés après les observations du premier ministre pendant la période des questions hier, lorsqu'il a dit qu'il prendrait une décision pendant le processus budgétaire sur une question aussi importante pour les familles de notre province. Là encore, le budget est en place pour étendre ces programmes de services de garderie à toutes les régions de la province d'ici la fin de mars 2019. Nous exhortons donc les Conservateurs à continuer de mettre en œuvre le programme, qui offre des services de garderie gratuits aux familles qui luttent pour améliorer leur sort et un soutien financier à la classe moyenne pour aider en matière de frais de services de garderie.

En tant que gouvernement, nous avons investi pour aider la classe moyenne en matière de droits de scolarité au moyen du Programme d'allègement des droits de scolarité pour la classe moyenne. De plus, nous avons investi pour assurer la gratuité des droits de scolarité aux personnes ayant le plus besoin de soutien, et, rien que l'année dernière, cela a permis à plus de 6 200 personnes du Nouveau-Brunswick de

Nous avons donné à ces jeunes un accès au même rêve, à la même chance et au même avenir que tous les autres.

We are concerned that these programs are at risk under the Conservatives. During the leadership of the Conservative Party, all candidates vowed to scrap the Free Tuition Program. Again, in the speech from the throne laid out just a few days ago, this Conservative government said that it will be evaluating programs that offer postsecondary education support. On behalf of the thousands of New Brunswickers benefiting from the Free Tuition Program and the Tuition Relief for the Middle Class program, we urge the Conservatives to maintain these programs. If they do, we will celebrate their commitment and we will give them all the political credit, if that is what is needed.

Too many families are struggling to get ahead in our province, unfortunately. We need to help them by putting more money in their pockets. This government's agenda should include raising the minimum wage.

C'est pourquoi nous sommes déçus que le discours du trône ne mentionne aucun engagement d'augmenter le salaire minimum. Lorsque ce dernier augmente, les consommateurs et consommatrices dépensent plus, les lieux de travail deviennent plus productifs et les revenus des ménages augmentent. Ces effets d'entraînement profitent à l'ensemble de notre économie et de notre société. Nous demandons au gouvernement d'appuyer les travailleuses et travailleurs en augmentant le salaire minimum à 12 \$ l'heure.

Mr. Speaker, it is important to advance women's equality in our province, not only because it is the right thing to do but also because studies show that it will help strengthen our economy, it will help make us more productive, and it will strengthen our social fabric.

Pour ce qui est de l'égalité des femmes, le silence du gouvernement dans le discours du trône n'a rien de rassurant, surtout pour celles et ceux qui n'ont pas oublié que le premier ministre avait supprimé,

faire gratuitement des études à un collège ou à une université du Nouveau-Brunswick.

We gave these youth access to the same dream, the same opportunity, and the same future as all the other young people.

Nous sommes préoccupés que les programmes en question sont à risque sous le régime des Conservateurs. Pendant la course à la direction du Parti conservateur, tous les candidats ont juré d'abolir le Programme des droits de scolarité gratuits. Là encore, dans le discours du trône prononcé il y a à peine quelques jours, le gouvernement conservateur actuel a dit qu'il évaluerait les programmes visant à faciliter l'accès aux études postsecondaires. Au nom des milliers de personnes du Nouveau-Brunswick qui profitent du Programme des droits de scolarité gratuits et du Programme d'allègement des droits de scolarité pour la classe moyenne, nous exhortons les Conservateurs à garder ces programmes. S'ils le font, nous rendrons hommage à leur engagement et nous leur attribuerons tout le mérite politique, si c'est nécessaire.

Trop de familles luttent pour améliorer leur sort dans notre province, malheureusement. Nous devons les aider en mettant plus d'argent dans leurs poches. Le programme du gouvernement actuel devrait inclure l'augmentation du salaire minimum.

That is why we are disappointed that the throne speech mentions no commitment to raise the minimum wage. Raising the minimum wage increases consumer spending, workplace productivity, and household income. This ripple effect benefits our entire economy and society. We ask the government to support workers by raising the minimum wage to \$12 per hour.

Monsieur le président, il est important d'avancer l'égalité des femmes dans notre province, non seulement parce que c'est la bonne chose à faire mais aussi parce que les études montrent que cela aidera à renforcer notre économie, à nous rendre plus productifs et à renforcer notre tissu social.

With regard to women's equality, there is nothing reassuring about the government silence in the throne speech, particularly for those who have not forgotten that, when he was Minister of Finance, the Premier

lorsqu'il était ministre des Finances, le budget du Conseil consultatif sur la condition de la femme. On se souvient aussi que, lors de sa première question en tant que député du côté de l'opposition, il s'était opposé avec passion au droit des femmes de faire elles-mêmes leur propre choix en matière de santé de la reproduction.

008

11:20

Au cours des dernières années, de grands progrès ont été accomplis en matière des droits des femmes ; nous ne devons pas reculer. Nous exhortons le gouvernement à préserver ces acquis et à défendre les droits des femmes, comme nous l'avons fait, et à le dire clairement.

Au cours des quatre dernières années, nous avons étendu l'équité salariale dans le secteur public et nous avons lancé divers programmes pour inciter le secteur privé à adopter pleinement l'équité salariale.

It was to the point where in 2017 the gender wage gap in New Brunswick was the second-lowest of all provinces in Canada. We should all be proud of this accomplishment, but we should also recognize that there is still a gender wage gap.

C'est pourquoi, pendant la campagne électorale de 2018, nous nous sommes engagés à étendre la législation sur l'équité salariale au secteur privé. Nous avons réitéré cet engagement dans notre discours du trône.

Hier, le premier ministre a été clair lorsqu'il a déclaré qu'il ne ferait pas avancer la législation sur l'équité salariale dans le secteur privé. La sécurité économique est la pierre angulaire de tous les domaines de l'égalité des femmes. La sécurité économique n'est pas seulement d'une importance capitale pour l'égalité des femmes, mais c'est aussi un élément clé de la croissance économique. Nous demandons donc au gouvernement de reconsidérer sa position et de défendre l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale.

Mr. Speaker, we are also concerned that the speech from the throne is weak when it comes to protecting the environment.

eliminated the budget of the Advisory Council on the Status of Women. It will also be recalled that, in his first question as opposition member, he passionately opposed women's right to make their own choice in reproductive health.

008

11:20

In recent years, great strides were made in the area of women's rights; we must not move backward. We urge the government to preserve those gains and defend women's rights, as we did, and to clearly say so.

Over the past four years, we expanded pay equity in the public sector and initiated various programs to encourage the private sector to fully implement pay equity.

À un moment donné en 2017, l'écart salarial entre les hommes et les femmes au Nouveau-Brunswick venait au deuxième rang parmi les plus faibles dans toutes les provinces canadiennes. Nous devrions tous être fiers d'une telle réalisation, mais nous devrions aussi reconnaître que l'écart salarial entre les hommes et les femmes persiste.

That is why, during the 2018 election campaign, we committed to extending pay equity legislation to the private sector. We reiterated that commitment in our throne speech.

Yesterday, the Premier was clear when he stated that he would not extend pay equity legislation to the private sector. Economic security is the cornerstone in all areas of women's equality. Economic security is not only of crucial importance for women's equality but is also key to economic growth. We therefore ask the government to reconsider its position and to defend equal pay for work of equal value.

Monsieur le président, nous sommes aussi préoccupés que le discours du trône est faible quant à la protection de l'environnement.

Les changements climatiques sont sans doute le plus grand défi auquel l'humanité est confrontée aujourd'hui. Malheureusement, le discours du trône ne reflète pas cette réalité. Il y a deux ans, le Comité spécial sur les changements climatiques a entendu plus de 150 intervenants et reçu plus de 40 mémoires. La démarche de ce comité a été tournée vers l'intérêt général et dénuée de toute partisanerie. Tous les secteurs de la société ont participé au processus, et toutes les voix ont été entendues. Nous avons constaté un engagement généralisé en faveur de la préservation et l'amélioration de notre environnement.

Our government's Climate Change Action Plan, entitled *Transitioning to a Low-Carbon Economy*, was based on recommendations from the Select Committee on Climate Change, a committee comprised of all parties of the House. The plan provides a list of over 100 action items to reduce greenhouse gas emissions while promoting economic growth and increasing the province's resilience to climate change through adaptation.

This plan is the result of a wide consensus. Nonetheless, the Conservative government proposes that a new committee be established. We see no reason to suspend or to put off the implementation of this plan and, more importantly, the action items within it just so that we can have yet another committee. We ask that this new government take immediate action to protect the environment by fighting climate change through the action plan created by the multiparty committee instead of stalling with another multiparty committee.

C'est évident que nos concitoyennes et concitoyens veulent que nous abordions sérieusement la question des herbicides et du glyphosate ; plusieurs d'entre eux demandent l'interdiction du glyphosate. Le discours du trône fait allusion à ce qui suit : « un modèle pour la réalisation d'un examen scientifique rigoureux de l'utilisation du glyphosate ». Malheureusement, la raison n'est pas précisée. On ne trouve aucune mention d'une éventuelle interdiction.

Dans plusieurs régions de notre province, l'utilisation d'herbicides tels que le glyphosate est un sujet de préoccupation. La question est complexe, bien sûr, mais ce n'est pas une raison pour l'éviter. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement de

Climate change is no doubt the greatest challenge facing humanity today. Unfortunately, the throne speech does not reflect that reality. Two years ago, the Select Committee on Climate Change heard over 150 presenters and received over 40 briefs. The committee approach focused on general interest and was completely nonpartisan. All sectors of society participated in the process, and all voices were heard. We found a general commitment to preserving and improving our environment.

Le Plan d'action sur les changements climatiques de notre gouvernement, *La transition vers une économie à faibles émissions de carbone*, s'appuyait sur les recommandations du Comité spécial sur les changements climatiques, un comité composé de tous les partis à la Chambre. Le plan comporte une liste de plus de 100 mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en favorisant la croissance économique et en augmentant la résilience de la province à l'égard des changements climatiques grâce à l'adaptation.

Le plan résulte d'un vaste consensus. Néanmoins, le gouvernement conservateur propose d'établir un nouveau comité. Nous ne voyons aucune raison de suspendre ou de reporter la mise en œuvre du plan et, plus important, des recommandations qu'il contient, juste pour que nous puissions avoir encore un autre comité. Nous demandons au nouveau gouvernement actuel d'agir immédiatement pour protéger l'environnement en luttant contre les changements climatiques au moyen du plan d'action établi par le comité multipartite, plutôt que de retarder les choses en recourant à un autre comité multipartite.

It is obvious that our fellow citizens want us to address the issue of herbicides and glyphosate seriously; many of them are demanding a glyphosate ban. The throne speech refers to "a model for a proper scientific review of the use of glyphosate". Unfortunately, the reason is not specified. There is no mention of a potential ban.

In several regions of our province, the use of herbicides such as glyphosate is a concern. The issue is of course a complex one, but that is no reason to ignore it. That is why we ask the government to commit not only to undertaking a comprehensive and

s'engager non seulement à mener un examen impartial et exhaustif de la question mais également de s'assurer que l'acceptabilité sociale soit prise en ligne de compte lorsque le comité parlementaire envisagera d'interdire les herbicides, notamment le glyphosate.

Mr. Speaker, New Brunswickers deserve to know what the Conservative government plans on doing when it comes to hydraulic fracturing. Unfortunately, there was no mention of that in the speech from the throne. One could argue that not everything can be mentioned, and we understand that. However, it is very clear from the comments of some Conservative members that they are discussing this very contentious issue in the backrooms of the Alliance-Conservative government.

009

11:25

It has become clear to us—it has become clear to us all, in fact—that there is a deal between the Premier and the member for Fredericton-Grand Lake to create an Alliance-Conservative government. Sure, the deal may be signed in invisible ink, but there is no question that there is a deal. The Premier confirmed it himself when he answered yesterday: “Something I said after the confidence vote was that I was proud to be working with a team of 25 that could not be bought. That included the members of the Alliance party.” A team of 25. On election night, I think we all remember that the Conservative caucus was 22. To get to 25, there would obviously be some type of deal, Mr. Speaker.

Les gens du Nouveau-Brunswick méritent de savoir ce qu'a concédé le premier ministre et quelle est la nature de l'accord qui lui permet de former un gouvernement conservateur-allianciste.

The speech from the throne commits to allowing the Executive Council to share its power with the Legislature. There is no better example of when it should share this power than on the contentious issue of hydraulic fracturing.

Si les gens du Nouveau-Brunswick avaient voulu qu'un gouvernement prenne des décisions unilatérales, ils auraient élu un gouvernement majoritaire. Les gens de notre province ont plutôt

impartial review of the issue but also to ensure that social license is taken into account when the legislative committee looks at banning herbicides, particularly glyphosate.

Monsieur le président, les gens du Nouveau-Brunswick méritent de connaître ce que le gouvernement conservateur prévoit faire quant à la fracturation hydraulique. Malheureusement, le discours du trône n'en fait nullement mention. On pourrait faire valoir que tout ne peut pas être mentionné, et nous comprenons cela. Toutefois, il est très clair, selon les observations de certains parlementaires conservateurs, qu'ils discutent de cette question très controversée dans les coulisses du gouvernement allianciste-conservateur.

009

11:25

Il nous est apparu clairement — il est apparu à nous tous, en fait — qu'un accord existe entre le premier ministre et le député de Fredericton-Grand Lake pour créer un gouvernement allianciste-conservateur. Bien sûr, l'accord a pu être signé à l'encre invisible, mais l'existence d'un accord ne fait aucun doute. Le premier ministre l'a confirmé lui-même, lorsqu'il a répondu hier : Une chose que j'ai dite après le vote de confiance était que j'étais fier de travailler avec une équipe de 25 qui ne pouvait pas être achetée ; cela incluait les membres du parti de l'Alliance. Une équipe de 25. Je pense que nous nous rappelons tous que, le soir des élections, le caucus conservateur se chiffrait à 22. Pour obtenir 25, il faudrait manifestement un accord, Monsieur le président.

New Brunswickers deserve to know what concessions the Premier made and what is the nature of the deal that enables him to form a Conservative-Alliance government.

Le discours du trône prévoit l'engagement de permettre au Conseil exécutif de partager son pouvoir avec l'Assemblée législative. Il n'y a pas de meilleur exemple où ce dernier devrait partager son pouvoir que dans le cas de la question controversée de la fracturation hydraulique.

If New Brunswickers had wanted a government making unilateral decisions, they would have elected a majority government. Instead, people in our province voted for change. Let us be clear: They did

voté pour le changement. Soyons clairs : Ils n'ont pas voté pour un changement de parti politique, mais pour un changement dans la manière de gouverner des partis politiques.

We urge the Alliance-Conservative government to discuss and vote on this contentious issue with all 49 MLAs on the floor of this Legislature and not just among its team of 25.

Mr. Speaker, there are many issues of concern about this speech, especially where it is silent. One area where I believe the government is offside with the majority of the members of this House is in its silence and its misleading answers on hydraulic fracturing. Make no mistake, despite what the Premier has said, the Cabinet does have the power to unilaterally remove or modify the moratorium on hydraulic fracturing without the support of the majority of the members of this House. Therefore, I would like to move the following amendment.

Proposed Amendment to Motion on Address in Reply to the Speech from the Throne

Mr. Gallant moved, seconded by **Mr. Bourque**, that the motion on address in reply to the speech from the throne be amended as follows:

By deleting the period after the word "consideration" and adding the following:

" ; and we further urge Your Honour's advisors to continue the moratorium on hydraulic fracturing in all parts of the province. "

M. Gallant propose, appuyé par **M. Bourque**, que la motion d'adresse en réponse au discours du trône soit amendée comme suit :

par la suppression du point après le mot « diligentes » et par l'ajout de ce qui suit :

« , et nous exhortons en outre les conseillers de Votre Honneur à maintenir le moratoire sur la fracturation hydraulique partout dans la province. »

(**Mr. Speaker** read the proposed amendment.)

(Interjections.)

not vote for a change in political party but for a change in how political parties govern.

Nous exhortons le gouvernement allianciste-conservateur à discuter et à procéder à un vote sur la question controversée par tous les 49 parlementaires sur le parquet de l'Assemblée législative, non seulement par son équipe de 25.

Monsieur le président, le discours à l'étude soulève bien des préoccupations, surtout là où il recourt au silence. Un domaine où je crois que le gouvernement s'écarte de la majorité des parlementaires est son recours au silence et ses réponses trompeuses quant à la fracturation hydraulique. Qu'on ne s'y trompe pas, malgré ce que le premier ministre a dit, le Cabinet a le pouvoir d'éliminer ou de modifier unilatéralement le moratoire sur la fracturation hydraulique sans l'appui de la majorité des parlementaires. Par conséquent, j'aimerais proposer l'amendement suivant.

Amendement proposé à la motion d'adresse en réponse au discours du trône

M. Gallant propose, appuyé par **M. Bourque**, que la motion d'adresse en réponse au discours du trône soit amendée comme suit :

par la suppression du point après le mot « diligentes » et par l'ajout de ce qui suit :

« , et nous exhortons en outre les conseillers de Votre Honneur à maintenir le moratoire sur la fracturation hydraulique partout dans la province. »

Mr. Gallant moved, seconded by **Mr. Bourque**, that the motion on address in reply to the speech from the throne be amended as follows:

By deleting the period after the word "consideration" and adding the following:

" ; and we further urge Your Honour's advisors to continue the moratorium on hydraulic fracturing in all parts of the province. "

(**Le président** donne lecture de l'amendement proposé.)

(Exclamations.)

Mr. Speaker: Usually, when there is an amendment to a motion, it signifies the end of a speech. Obviously, the Leader of the Opposition is not done with his speech, so I ask for unanimous consent for him to continue.

Hon. Members: Agreed.

010

11:30

Débat sur le discours du trône

M. Gallant, à la reprise du débat sur l'amendement de la motion portant sur l'adresse en réponse au discours du trône : Merci beaucoup, Monsieur le président. J'apprécie l'appui unanime de la Chambre. Je serai bref. Nous voulons travailler avec le gouvernement actuel.

But, Mr. Speaker, obviously, when working with the new government, we will make it very clear when we do not agree with it and we will also make it clear when we do. I think that I have very clearly outlined some items that we believe we can work on together with the new government, but we have also made it very clear that there are items where we need to see movement and commitment with regard to this government and its efforts. We also believe that working together means that we have to ensure that we have a more transparent and lively debate, which is respectful but also constructive and which, of course, includes all points of view.

Mr. Speaker, we want to be very clear. The people of New Brunswick have not given a political party a majority government for the first time in nearly 100 years. They have asked us to work together. They have asked us to ensure that more points of view and perspectives are represented and discussed in all decision-making. If the people of New Brunswick wanted to have a government that could make unilateral decisions of importance, such as any type of lifting of the moratorium on hydraulic fracturing, they would have delivered a majority government to one of the political parties. Since they did not do that, I again humbly give advice to the new Premier to not treat the situation he is in with this government as a majority government. We do not believe that is what New Brunswickers have asked him to do, nor is it what he asked us to do.

Le président : D'habitude, la présentation d'un amendement à une motion met fin à un discours. Manifestement, le chef de l'opposition n'a pas terminé son discours, de sorte que je demande le consentement unanime pour qu'il poursuive.

Des voix : D'accord.

010

11:30

Throne Speech Debate

Mr. Gallant, resuming the debate on the amendment to the motion on the address in reply to the speech from the throne: Thank you very much, Mr. Speaker. I appreciate the unanimous support of the House. I will be brief. We want to work with this government.

Toutefois, Monsieur le président, il est évident que, en travaillant avec le nouveau gouvernement, nous dirons très clairement lorsque nous ne sommes pas d'accord avec lui et que nous dirons clairement aussi lorsque nous sommes d'accord. Je pense avoir indiqué très clairement des questions où nous croyons pouvoir travailler ensemble avec le nouveau gouvernement, mais nous avons aussi dit très clairement qu'il y a des questions où nous avons besoin de voir un mouvement et un engagement lorsqu'il s'agit du gouvernement actuel et de ses efforts. Nous croyons aussi que travailler ensemble signifie que nous devons nous assurer d'avoir un débat plus transparent et animé, qui est non seulement respectueux mais aussi constructif et qui, bien sûr, comprend tous les points de vue.

Monsieur le président, nous voulons être très clairs. Les gens du Nouveau-Brunswick n'ont pas accordé à un parti politique un gouvernement majoritaire pour la première fois depuis près de 100 ans. Ils nous ont demandé de travailler ensemble. Ils nous ont demandé de veiller à ce que plus de points de vue et d'optiques soient présentés et discutés au cours de toute prise de décision. Si les gens du Nouveau-Brunswick avaient voulu un gouvernement pouvant prendre unilatéralement des décisions importantes, comme toute levée du moratoire sur la facturation hydraulique, ils auraient accordé un gouvernement majoritaire à l'un des partis politiques. Comme ils ne l'ont pas fait, je conseille humblement encore une fois au nouveau premier ministre de ne pas traiter sa situation au sein du gouvernement actuel comme s'il s'agissait d'un gouvernement majoritaire. Nous ne croyons pas que c'est ce que les gens du Nouveau-

We believe that we can work together. However, we need to make sure that we are holding this government to account, and the government needs to recognize that it does not have a majority. It has a team of 25 maybe, but when it comes to one of the most hotly debated issues in the last few decades of our province—hydraulic fracturing—there absolutely has to be a clear majority of the people of this Legislature to allow that moratorium to be lifted in any shape or form, and that is not the case. Therefore, I implore the government to accept the amendment to the agenda laid out in the speech from the throne.

Cela étant dit, j'ai bien hâte de travailler avec tous les parlementaires pour le mieux-être des gens du Nouveau-Brunswick.

We, as a party, will continue to make sure that we promote economic opportunity, strengthening education, lowering health care wait times, and making sure we are advancing women's equality, all the while protecting our environment for the next generation. If we do so in a constructive way with all the MLAs, we have no doubt that we will be able to move this province forward.

Merci beaucoup, Monsieur le président.

Brunswick lui ont demandé de faire, ni que c'est ce qu'il nous a demandé de faire.

Nous croyons que nous pouvons travailler ensemble. Toutefois, nous devons nous assurer de tenir le gouvernement actuel responsable, et le gouvernement doit reconnaître qu'il n'a pas une majorité. Il a peut-être une équipe de 25, mais, lorsqu'il s'agit de l'une des questions les plus controversées depuis des décennies dans notre province — la fracturation hydraulique —, il faut absolument une nette majorité des parlementaires pour permettre la levée du moratoire sous toute forme, et ce n'est pas le cas. J'exhorte donc le gouvernement à accepter l'amendement au programme énoncé dans le discours du trône.

That said, I very much look forward to working with all members of the House for the betterment of New Brunswickers.

En tant que parti, nous continuerons à nous assurer de favoriser les perspectives économiques, de renforcer l'éducation, de réduire les temps d'attente pour les soins de santé et d'avancer l'égalité des femmes tout en protégeant notre environnement pour la prochaine génération. Si nous le faisons de façon constructive avec tous les parlementaires, nous ne doutons nullement que nous pourrions faire avancer la province.

Thank you very much, Mr. Speaker.